

**Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,
Audrey Azoulay,
à l'occasion de l'ouverture de la 44^e session du Comité du
patrimoine mondial**

15 juillet 2021

Excellence, Madame la vice-Première ministre du Conseil d'État de la République populaire de Chine,

Excellence, Monsieur le Président du Comité du patrimoine mondial, vice-ministre de l'Éducation de la République Populaire de Chine et Président de la Commission nationale de la Chine pour l'UNESCO,

Excellence, Monsieur le secrétaire du Parti communiste chinois de la ville de Fuzhou, ville hôte de cette 44^e session du Comité du patrimoine mondial,

Mesdames et messieurs les ministres,

Excellence, Monsieur le Président de la Conférence générale de l'UNESCO.

Excellence, Monsieur le Président du Conseil exécutif.

Chers membres du Comité du patrimoine mondial,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je suis heureuse de vous retrouver aujourd'hui, après deux longues années, pour cette double session du Comité du patrimoine mondial.

Après de longs mois éprouvants, c'est dans un contexte d'espoir mais aussi d'exigence que nous nous réunissons aujourd'hui.

Exigence, car alors que nous en étions privés, cette crise inédite nous a rappelé combien le patrimoine culturel nous était nécessaire.

Dans cette période où il nous semble, parfois, que nous nous engouffrons dans « l'incertitude de l'avenir », pour reprendre les mots de la poétesse chinoise Zhai Yongming dans les colonnes du *Courrier de l'UNESCO* consacré aux « voix de femmes », le patrimoine nous est apparu comme une boussole.

Depuis que la Convention existe, jamais nous n'avions été privés aussi longtemps et aussi massivement de ces lieux de patrimoine, de ces repères collectifs qui nous unissent.

De ces lieux qui disent notre humanité commune et la richesse de ses cultures.

Car à travers ses 1121 biens, bientôt plus, le patrimoine mondial nous raconte.

Dans ce récit, chacun doit pouvoir se retrouver.

Non pour s'y enfermer, mais pour mieux entendre les échos de son identité qui contribue de façon unique et spécifique à l'universalité de l'humanité.

C'est sans doute pour cela que le manque s'est si cruellement fait sentir.

La crise a aussi été économique et sociale. Avec une baisse de 66% du nombre de visiteurs en 2020, les sites du patrimoine mondial ont perdu en moyenne plus de la moitié de leurs revenus.

Mais comme le dit notre rapport sur le *Patrimoine mondial face à la pandémie de COVID-19*, l'heure est au renouveau plutôt qu'au simple rebond.

C'est dire combien la session qui s'ouvre aujourd'hui est cruciale.

Je voudrais d'abord remercier chaleureusement le président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, pour sa lettre de félicitations et pour avoir rappelé, en ouverture de cette session, notre responsabilité collective pour préserver les trésors que représente le patrimoine ; je veux également remercier Madame la vice-Première ministre pour s'en être fait la voix à nos côtés, et pour avoir aussi réaffirmé les engagements de la Chine en la matière, notamment en ce qui concerne le patrimoine naturel.

Je voudrais aussi remercier Son Excellence M. Tian Xuejun qui préside aux travaux du Comité, et qui a donc la charge délicate d'organiser ces délibérations en ligne.

Je voudrais aussi saluer à distance depuis Paris les habitants de Fuzhou, et avec eux tous les habitants de la province de Fujian, qui sont aussi les gardiens des richesses du patrimoine mondial.

C'est par exemple, avec le Mont Wuyi, qui porte un subtil équilibre entre l'humain et son milieu naturel.

Ou bien encore les Tulou du Fujian, véritables châteaux d'argile et de terre, exemple ingénieux d'une architecture originale, topique, respectueuse de son environnement, capable de résister au feu, aux attaques, aux tremblements de terre.

Je veux aussi adresser un salut très amical à tous les jeunes professionnels qui ont tenu leur Forum et remercier la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO de l'avoir organisé avec nous.

Alors que le cinquantenaire de la Convention de 1972 approche, cette session est l'occasion de regarder la mise en œuvre de la Convention avec les yeux grands ouverts, depuis les processus d'inscription et le suivi de conservation jusqu'à son impact sur les populations locales.

D'en évaluer aussi les défis nouveaux ou grandissants.

D'en comprendre les succès, mais aussi les occasions manquées.

Bref, de nous préparer ensemble à mesurer l'impact de la cinquantaine dans la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

Regarder avec lucidité la Convention, c'est d'abord interroger son universalité.

Notre patrimoine, c'est aussi notre identité, et il est essentiel que chacun puisse s'approprier ce patrimoine, se reconnaître dans une histoire, dans des lieux, des arts, des traditions, et les inscrire dans une perspective universelle.

Car connaître son histoire, c'est pouvoir aller à la rencontre de celle de l'autre.

Être privé de son histoire en revanche et de sa reconnaissance par le monde, c'est être vulnérable aux récits fantasmés et parfois, nous le savons, meurtriers.

C'est ne pas être considéré comme un sujet de son propre destin.

C'est pourquoi, pour la jeunesse, la politique du patrimoine n'est pas uniquement une politique de conservation mais aussi une exigence de sens et de connaissance.

C'est d'ailleurs tout le sens de l'éducation au patrimoine culturel et naturel, comme l'a rappelé à l'instant la vice-Première ministre.

Et à cet égard, il y a encore beaucoup à faire pour aboutir à une Liste du patrimoine mondial qui soit à la fois équilibrée et représentative.

Aujourd'hui, certaines régions restent particulièrement sous représentées.

C'est particulièrement le cas de l'Afrique, qui représente moins de 9% de la Liste, avec 96 biens inscrits seulement.

C'est encore trop peu et bien loin de représenter la profondeur et l'histoire du patrimoine culturel et naturel d'un continent qui devrait compter pour un quart de l'humanité en 2050.

Vous le savez, des efforts ont pourtant été déployés dans la période récente pour remédier à ce déséquilibre.

Ce sont ainsi près de 8,5 millions de dollars que nous avons mobilisés en 2021, grâce à votre soutien, pour former des experts et les accompagner, ou faire face au coût souvent élevé que représente la préparation des dossiers de nomination en Afrique comme ailleurs.

Mais cela ne suffit manifestement pas.

Il faut en comprendre les raisons.

Pour cela, nous allons engager des évaluations et des consultations avec les États membres, notamment africains, jusqu'à la fin de cette année, afin d'établir un diagnostic partagé et surtout de proposer des pistes nouvelles et de mobiliser vos soutiens.

Le cinquantenaire de la Convention en 2022 sera ainsi le moment d'en tirer toutes les leçons.

Il ne faut pas rater, là non plus, ce rendez-vous.

Ladies and gentlemen,

Taking a clear-sighted view of the Convention also means assessing the efforts made over the past 50 years to protect the more than 1,100 sites inscribed by Member States.

This is the very essence of the Convention: to promote and protect heritage through international solidarity.

It was precisely this international solidarity that underpinned our campaigns in Nubia, in Venice, in Angkor, in Carthage, and which has shaped our World Heritage mission.

During such times, when it might seem that “*Things Fall Apart*”, to quote the famous work by Nigerian author Chinua Achebe, preserving heritage is not a luxury. It is a prerequisite for ensuring that things do not fall even further apart.

Yet we see that the notion of heritage itself is evolving. This is clear in debates on sites linked to historical or political memory, or those affected by growing urbanization. We must lead these debates and draw the necessary conclusions, in full transparency.

Heritage is also a victim of conflicts precisely because it embodies a rich and complex history, contrary to simplistic and one-sided accounts.

It is at times the object of illicit trafficking.

In addition, it is sometimes sacrificed to short-term commercial interests, and must be protected as a common good to be passed on to future generations.

The period we have just experienced is also a powerful call for a form of tourism that is more respectful of heritage itself and local populations.

Above all, heritage is at the forefront of the challenges of our time: global warming and the loss of biodiversity.

For one in five sites, these threats are already a reality, according to the latest IUCN study.

Denial should not be an option, because we still have the opportunity to act – and no time to lose.

Treasures could soon disappear, and their loss will then be irremediable.

The world was in tears when Notre Dame Cathedral in Paris went up in flames. This realization – that what we thought was eternal is indeed fragile – must be extended to other, less visible fires.

And to protect these shared treasures of humanity, the List of World Heritage in Danger is a very valuable tool.

It shows what we can achieve through international solidarity and the mobilization of all. It is a call to action.

How can we not hear this call when we know that these sites are also part of the solution?

Two-thirds of natural sites on the UNESCO World Heritage List are crucial sources of water. Around half help prevent natural disasters such as floods or landslides.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le monde est là, en ligne, qui regarde la phase décisionnaire qui s'ouvre aujourd'hui.

L'enthousiasme qui, année après année, malgré les circonstances, entoure les réunions de ce Comité, témoigne de la force du patrimoine, de sa faculté rare de rassembler et d'incarner l'idée même d'universel à travers la diversité du particulier.

Cela nous conforte mais cela nous engage aussi.

Cela engage notre responsabilité.

Le classement d'un site peut être perçu comme une consécration ; c'est une très légitime fierté qui parle au cœur de chacune et chacun, qui soude les communautés et entraîne des projets communs.

Mais c'est surtout une responsabilité et un engagement à protéger et à transmettre.

La protection du patrimoine mondial repose pour cela sur un pacte de confiance entre l'UNESCO, les États membres, les organes consultatifs, la société civile.

Chacun doit y jouer pleinement son rôle, dans l'esprit de la Convention.

Un esprit d'impartialité fondé sur l'expertise scientifique qui permet d'en protéger la crédibilité.

Un esprit de consensus aussi, fondé sur la responsabilité, comme il a une nouvelle fois prévalu dans les projets de décisions qui vous seront présentés et qui ont fait l'objet d'une médiation à la demande des parties concernées.

Je tiens à remercier les délégations concernées qui ont fait confiance au Secrétariat dans la préparation de ces décisions.

En ces temps de profonde crise et de remise en cause, la protection du patrimoine mondial est un exercice absolument unique de diplomatie appliquée pour la paix, où les États membres se retrouvent autour d'un objectif commun, par-delà la somme des intérêts nationaux ou les négociations d'intérêt de court terme.

Les décisions que vous allez prendre auront des conséquences sur le monde entier et auront un impact sur notre jeunesse, sur leur avenir, sur le monde dans lequel vivront les générations futures.

Il me revient maintenant de vous souhaiter d'excellents travaux dans l'un des rares espaces de dialogue et d'action autour de ce bien commun qu'est le patrimoine mondial.

Je vous remercie.